

TITRE III

DU POUVOIR EXÉCUTIF

CHAPITRE PREMIER

DU CONSEIL EXÉCUTIF

572. Le Conseil exécutif de la province de Québec est composé des personnes que le lieutenant-gouverneur juge à propos de nommer. S. R. Q., 592. Composition du Conseil exécutif.

573. Le lieutenant-gouverneur peut nommer, sous le grand sceau de la province, parmi les membres qui composent le Conseil exécutif, les fonctionnaires suivants, lesquels restent en charge durant bon plaisir, savoir : Fonctionnaires du Conseil exécutif.

1. Un ministre chargé de l'administration de la justice, désigné sous le nom de procureur général ;

2. Un ministre avec les attributions prescrites par les articles 769 et suivants, désigné sous le nom de secrétaire de la province ;

3. Un ministre chargé de présider le département du Trésor, désigné sous le nom de trésorier de la province ;

4. Un ministre des terres et forêts ;

5. Un ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries ;

6. Un ministre de l'agriculture ;

7. Un ministre des travaux publics et du travail. S. R. Q., 593 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 4.

574. Celui des ministres qui occupe la position reconnue de premier ministre, reçoit un traitement annuel de sept mille piastres, et les autres reçoivent un traitement annuel de six mille piastres chacun, sans préjudice de leur indemnité comme conseiller législatif ou député. S. R. Q., 594 ; 9 Ed. VII, c. 12, s. 3. Traitement des ministres.

575. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut définir les devoirs à être remplis par tout membre du Conseil exécutif, et transférer un ou plusieurs services d'un département du contrôle d'un membre du Conseil exécutif au contrôle d'un autre membre. Devoirs des membres du Conseil exécutif et transfert des services d'un département.

Ce membre du Conseil exécutif a, relativement à ce ou ces services, les mêmes pouvoirs et remplit les mêmes devoirs qu'a-d'un mem-

bre après tel transfert. vait le membre du Conseil exécutif qui avait précédemment le contrôle de ce ou ces services. S. R. Q., 594a ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 2.

Pouvoirs des fonctionnaires de l'exécutif accordé temporairement dans certains cas. Services sont gratuits. **576 1.** Les pouvoirs, devoirs et attributions des fonctionnaires qui forment partie du Conseil exécutif peuvent être conférés temporairement par arrêté en conseil, en tout ou en partie à tout membre du conseil nommé en vertu de l'article 572 ; pourvu que tel membre du Conseil exécutif soit ou devienne membre de l'une ou de l'autre des deux Chambres. **2** Mais tout tel membre nommé en vertu du présent article doit remplir ces fonctions gratuitement. S. R. Q., 595 ; 53 V., c. 13, s. 1.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'APPLICATION DES LOIS PAR L'EXÉCUTIF

Pouvoirs conférés au lieutenant-gouv. en conseil. **577.** Dans les matières tombant sous la juridiction de la Législature, tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui, relativement à ces matières, étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs des diverses provinces, formant actuellement partie de la Puissance du Canada ou de chacune de ces provinces, ou étaient exercés par eux, d'après leurs commissions, instructions ou autrement, ou lors de l'adoption ou après l'adoption de l'acte d'Union, sont et seront (en tant que cette Législature a le pouvoir d'agir ainsi) conférés au lieutenant-gouverneur ou administrateur de cette province, pour le temps d'alors et exercés par eux, au nom de Sa Majesté, ou autrement, selon l'exigence du cas ; le tout soumis toujours à la prérogative royale comme auparavant. S. R. Q., 595a ; 52 V., c. 12, s. 1.

Pouvoir de pardonner les offenses. **578.** L'article 577 est censé inclure le droit de commutation et de pardon des sentences prononcées pour contraventions aux lois de cette province, ou des offenses tombant sous l'autorité législative de la province. S. R. Q., 595b ; 52 V., c. 12, s. 1.

CHAPITRE TROISIÈME

DES QUESTIONS SOUMISES A LA COUR DU BANC DU ROI PAR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

Certaines questions soumises à la Cour d'appel. **579.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut soumettre à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, pour audition ou examen, toutes questions quelconques qu'il juge à propos, et, sur ce, la cour les entend et les examine. 61 V., c. 11, s. 1.

580. La cour transmet au lieutenant-gouverneur en conseil, Opinion de pour son information, son opinion certifiée sur les questions la cour. ainsi soumise, en donnant ses raisons à l'appui de son opinion, de la même manière que dans le cas des jugements rendus sur appel porté devant cette cour.

Tout juge qui diffère d'opinion avec la majorité, donne égale- Opinion des ment son opinion certifiée et ses raisons à l'appui. 61 V., c. 11, juges dissidents. s. 2.

581. La cour peut ordonner que l'audition, lors d'un renvoi Avis aux d'une question à la cour, en vertu du présent chapitre, soit personnes notifiée à toute personne intéressée, ou, si une classe de per- intéressées. sonnes est intéressée, à une ou à plusieurs personnes comme représentant cette classe ; et ces personnes ont le droit d'être entendues sur la question. 61 V., c. 11, s. 3.

582. L'opinion de la cour sur une question qui lui est sou- Opinion mise en vertu du présent chapitre, n'exprime qu'un avis et il ne n'est pas peut en être interjeté appel. 61 V., c. 11, s. 4. sujette à appel.

583. La majorité des juges de la Cour du banc du roi peut Règles de faire les règles de pratique nécessaires à la mise à exécution pratique. des dispositions du présent chapitre.

Le juge en chef de la Cour du banc du roi, ou, s'il est absent Fixation du ou malade; tout autre juge de cette cour, peut fixer tout jour ou jour pour tous jours en dedans ou en dehors des termes pour l'audition, audition. l'examen et la décision des questions soumises en vertu du présent chapitre. 61 V., c. 11, s. 5.

CHAPITRE QUATRIÈME

DES ENQUÊTES SUR LES AFFAIRES PUBLIQUES

584. Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil Nomination de juges à propos de faire faire une enquête sur quelque objet saires pour qui a trait au bon gouvernement de la province, sur la gestion faire des en- de quelque partie des affaires publiques, sur l'administration de quêtes sur la justice, sur quelque matière importante se rattachant à la les affaires publiques, santé publique ou sur une matière se rapportant au bon gou- etc. vernement de quelque municipalité de la province, il peut, par une commission émise à cette fin, nommer un ou plusieurs commissaires pour conduire cette enquête. S. R. Q., 596 ; 59 V., c. 11, s. 1 ; 9 Ed. VII, c. 13, s. 1.

585. Les commissaires ainsi nommés prêtent au préalable Serment des le serment suivant, devant un juge de la Cour supérieure : commissaires.

“ Je, A. B., jure que je remplirai les devoirs qui me sont impo- Forme du sés par les dispositions du chapitre quatrième du titre troisième serment. des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les enquêtes

sur les affaires publiques, au meilleur de ma connaissance et de mon jugement. Ainsi, que Dieu me soit en aide". S. R. Q., 596a ; 59 V., c. 11, s. 1.

Nomination d'un secrétaire.

Nomination de sténographes, etc. Autres dépenses.

Rémunération des commissaires, etc.

586. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un secrétaire de la commission.

Les commissaires peuvent, avec l'autorisation du procureur général, employer des sténographes, commis et messagers.

Ils peuvent aussi faire les autres dépenses nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs.

La rémunération des commissaires, du secrétaire, des sténographes, des commis et des messagers doit être fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 596b ; 9 Ed. VII, c. 13, s. 2.

Séances de la commission.

Avis d'icelles.

Ajournerment.

Devoir des commissaires.

Rapport.

Présence des commissaires à l'instruction et leurs pouvoirs.

Juges C.B.R. et C. S., nommés commissaires, peuvent recevoir indemnité.

Assignation de témoins, etc.

587. Les commissaires doivent, dans un délai raisonnable après leur nomination, avoir des réunions pour tenir l'enquête, à l'endroit où la preuve nécessaire peut être recueillie.

Ils doivent donner avis de la date et du lieu de leur première réunion dans deux journaux français et deux journaux anglais, publiés dans la localité la plus proche du lieu de l'assemblée.

Les commissaires ne peuvent ajourner l'enquête à plus d'une semaine, sauf quand ils y sont autorisés par le procureur général. S. R. Q., 596c ; 59 V., c. 11, s. 1.

588. Les commissaires peuvent, par tous les moyens légaux qu'ils jugent les meilleurs, s'enquérir des choses dont l'investigation leur a été déférée dans le but de découvrir la vérité.

Aussitôt l'enquête terminée, ils doivent faire un rapport du résultat de l'enquête et de la preuve faite au lieutenant-gouverneur en conseil, qui ordonne l'adoption des mesures justifiées par la nature de la preuve et du rapport. S. R. Q., 596d ; 59 V., c. 11, s. 1.

589. La majorité des commissaires doit assister et présider à l'examen des témoins, et ils ont—ou la majorité d'entre eux—en ce qui concerne les procédures de cet examen, tous les pouvoirs d'un juge de la Cour supérieure siégeant en terme. S. R. Q., 598 ; 59 V., c. 11, s. 2.

590. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, nonobstant toute loi à ce contraire, telle indemnité qu'il jugera convenable aux juges de la Cour du banc du roi et de la Cour supérieure nommés commissaires sous l'autorité des articles précédents. S. R. Q., 598a ; 55-56 V., c. 6, s. 1.

591. Les commissaires, ou l'un d'eux, peuvent, par une assignation signée de sa ou de leur main, requérir la comparution devant eux, aux lieu et place y spécifiés, de toute personne

dont le témoignage peut se rapporter au sujet de l'enquête, et contraindre toute personne à déposer devant eux les livres, papiers, documents et écrits qu'ils jugent nécessaires pour découvrir la vérité.

Ces personnes doivent comparaître et répondre à toutes les questions qui leur sont posées par les commissaires sur les affaires qui font le sujet de l'enquête, et produire devant les commissaires tous livres, papiers, chèques, billets, documents et écrits requis d'eux et qu'ils ont sous leur soin ou leur contrôle, suivant la teneur des assignations.

Les commissaires ou l'un d'eux peuvent exiger et recevoir le serment ou affirmation ordinaire de toute personne examinée par eux. S. R. Q., 598b ; 59 V., c. 11, s. 3.

Comparution, etc., des témoins.
Pouvoir d'administrer le serment.

592. Toute personne, à qui une assignation a été signifiée en personne ou en en laissant copie à sa résidence ordinaire, qui fait défaut de comparaître devant les commissaires, aux temps et lieu y mentionnés, peut être traitée par les commissaires de la même manière que si elle était en défaut d'obéir à un *sub-pœna* ou à une assignation légalement émise par une cour de justice.

Défaut des témoins de comparaître.

Quiconque refuse de prêter serment lorsqu'il en est dûment requis, ou omet ou refuse, sans raison valable, de répondre suffisamment à toutes les questions qui peuvent légalement lui être faites, ou de témoigner en vertu du présent chapitre, est censé commettre un mépris de cour et est puni en conséquence.

Refus de prêter serment.

Toutefois, nulle réponse donnée par une personne ainsi entendue comme témoin ne peut être invoquée contre elle dans une poursuite en vertu d'une loi de la Législature, si les commissaires lui ont donné un certificat établissant qu'elle a réclamé le droit d'être exemptée de répondre, et qu'elle a donné des réponses complètes et véridiques à la satisfaction des dits commissaires.

Protection des témoins.

Si quelqu'un refuse de produire, devant les commissaires, tous papiers, livres, documents ou écrits qui sont en sa possession ou sous son contrôle, et dont les commissaires jugent la production nécessaire, ou si quelqu'un est coupable de mépris à l'égard des commissaires ou de leurs fonctions, les commissaires peuvent procéder sur ce mépris de la même manière que toute cour ou tout juge en semblables circonstances. S. R. Q., 598c ; 59 V., c. 11, s. 3.

Refus de produire des documents, etc.

593. Les commissaires ont droit d'allouer à tout témoin assigné à comparaître devant eux, et résidant à une distance de plus de dix milles de l'endroit où se fait l'enquête, ses frais réels de voyage et sa pension durant le temps qu'il est retenu par l'enquête. S. R. Q., 598d ; 59 V., c. 11, s. 3.

Paiement des dépenses de voyage, etc., des témoins.

Pouvoirs accordés au bureau de la trésorerie, etc., de faire des enquêtes.

594. Le bureau de la trésorerie et les commissaires nommés par lui, l'auditeur de la province, les inspecteurs des prisons, des hôpitaux et autres institutions, l'inspecteur des bureaux d'enregistrement et tout inspecteur des bureaux publics et chacun de ces inspecteurs, le bureau du service civil et les commissaires nommés par lui, le conseil de l'instruction publique et chacun de ses comités, ainsi que les commissaires nommés par eux, le surintendant de l'instruction publique, les secrétaires du département de l'Instruction publique et les inspecteurs d'écoles, ont, par la loi, les pouvoirs mentionnés dans les articles 591, 592 et 593.

Mêmes pouvoirs accordés à certains corps, par lieut.-gouv.

Le lieutenant-gouverneur peut, par un arrêté en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos dans l'intérêt du service public, conférer les mêmes pouvoirs à tout autre bureau, corps ou personne qui en fait la demande, à l'effet de procéder aux enquêtes qui doivent être faites par eux. S. R. Q., 597 ; 53 V., c. 14, s. 1.

Paiement des frais de l'enquête.

595. Dans le cas d'une enquête concernant les affaires de quelque municipalité, tous les frais occasionnés par l'enquête doivent être payés par la municipalité concernée.

Avance de fonds.

Les commissaires peuvent, par ordonnance, requérir la municipalité de leur fournir toute avance de fonds nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs dans le délai qu'ils prescrivent ; et, après que signification de l'ordonnance lui en est faite, le trésorier ou secrétaire-trésorier de la municipalité est tenu de transmettre, dans le délai indiqué et sous peine de mépris de cour, le montant requis au secrétaire de la commission.

Autorisation donnée au trésorier, etc.

Le trésorier ou secrétaire-trésorier est autorisé à prendre ce montant à même les fonds généraux de la municipalité, nonobstant toute disposition à ce contraire contenue dans une loi générale ou spéciale.

Si échevins, etc., sont incriminés.

Si, dans le cours de l'enquête, il est établi qu'il y a eu mauvaise administration ou malversation, de la part de quelque employé, d'un échevin ou d'un conseiller de la municipalité, ou de quelque autre personne, ou s'il y est établi que l'accusation qui a donné lieu à l'enquête n'est pas fondée, les commissaires peuvent condamner la ou les personnes incriminées ou celle qui a porté l'accusation fausse à rembourser à la municipalité, pour la totalité ou pour telle partie qu'ils croient juste, les frais de l'enquête.

Récouvrement des frais.

A défaut du paiement immédiat de ces frais, la municipalité doit poursuivre la ou les personnes en défaut et ces dernières sont passibles d'emprisonnement jusqu'au paiement complet des frais auxquels elles ont été condamnées. S. R. Q., 598e ; 9 Ed. VII, c. 13, s. 3.

Privilège des commissaires

596. Les commissaires jouissent de la même immunité et des mêmes privilèges que les juges de la Cour supérieure, pour

tout acte fait ou omis dans l'exécution de leurs devoirs. S. R. à raison des
Q., 598f ; 59 V., c. 11, s. 3. actes, etc.,
par eux faits.

597. Nul bref d'injonction ou de prohibition ou nulle autre Bref d'in-
procédure légale ne peut entraver ou arrêter les procédures des jonction,
commissaires à l'enquête. S. R. Q., 598g ; 59 V., c. 11, s. 3. etc.

598. Des copies certifiées des témoignages pris par les com- Copies de la
missaires peuvent être obtenues par toute personne qui en fait preuve.
la demande, sur paiement de dix centins par cent mots. S. R.
Q., 598h ; 59 V., c. 11, s. 3.

599. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la date à Epoque de la
laquelle les commissaires doivent compléter leurs travaux et fin des tra-
leur rapport, et la limite des frais pour chaque commission ; vaux des
après cette date, toutes les dépenses de la commission doivent commissai-
cesser. S. R. Q., 598i ; 59 V., c. 11, s. 3. res.

CHAPITRE CINQUIÈME

DES OFFICIERS PUBLICS

SECTION I

DE LA NOMINATION ET DE L'AMOVIBILITÉ DES OFFICIERS PUBLICS

600. A moins de dispositions spéciales, tout officier ou em- Nomination
ployé public est nommé par le lieutenant-gouverneur en con- des officiers
seil, par commission ou autrement, et reste en charge durant publics.
bon plaisir. S. R. Q., 599.

601. Un officier ou un employé public, à titre permanent Leur destitu-
mais amovible, n'est destitué que par arrêté en conseil. tion.

Le chef d'un département peut suspendre tout officier ou Leur suspen-
employé public qui appartient à son département ou qui en sion.
dépend ; il peut aussi faire cesser la suspension et le réintégrer.
S. R. Q., 600.

SECTION II

DES COMMISSIONS DES EMPLOYÉS PUBLICS

602. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des Règlements
règlements déclarant et définissant quels sont les employés ou définissant
les classes d'employés du service civil, nommés en vertu les employés
d'arrêtés en conseil, qui peuvent recevoir des commissions qui peuvent
sous le grand sceau ou le sceau privé, respectivement, et quels recevoir des
honoraires doivent être payés sur ces commissions. commissions.

Ces commissions peuvent être délivrées aux employés qui
n'en ont pas reçu et qui sont déclarés avoir droit d'en recevoir.
S. R. Q., 600a ; 52 V., c. 13, s. 1.

Enregistre-
ment de ces
commissions.

Liste des
commissions
fournie à la
Législature.

603. Les commissions délivrées en vertu de l'article 602, doivent être enregistrées au bureau du registraire de la province, et avis de ces nominations doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec* par le secrétaire de la province.

Une liste des commissions délivrées pendant l'année, doit être soumise à la Législature dans les quinze premiers jours de chaque session. S. R. Q., 600b ; 52 V., c. 13, s. 1.

SECTION III

DU RENOUELEMENT DES COMMISSIONS LORS DU DÉCÈS DU SOUVERAIN

Commission
des officiers
au décès du
souverain.
Proclama-
tion pour
leur donner
droit de con-
tinuer leurs
charges.
Leur serment
d'allégeance
après la pro-
clamation.

604. Il n'est pas nécessaire de renouveler, au décès du souverain, les commissions ou nominations en vertu desquelles les officiers ou les employés publics de la province remplissaient leurs charges ou exerçaient leurs professions respectives sous le règne précédent ; mais une proclamation est émise par le lieutenant-gouverneur, autorisant tous ces officiers ou employés à continuer l'exercice de leurs fonctions ou professions.

Ces officiers ou employés doivent prêter le serment d'allégeance devant les officiers proposés à cet effet, le plus tôt possible après la proclamation. S. R. Q., 601.

Effet de la
proclama-
tion et de la
prestation du
serment.

605. Après l'émission de la proclamation et la prestation du serment, chaque officier ou employé public continue l'exercice des fonctions de sa charge ou profession, aussi pleinement que s'il était nommé de nouveau par une commission ou par un arrêté en conseil sous le nouveau souverain ; toutes choses accomplies et tout acte faits de bonne foi par ces officiers ou employés dans l'exécution de leurs fonctions respectives, entre le temps du décès et celui de l'émission de la proclamation, sont bons et valides, si toutefois le serment d'allégeance est prêté. S. R. Q., 602.

SECTION IV

DES SERMENTS D'ALLÉGEANCE ET D'OFFICE

Serments
d'allégeance
et d'office de
certains offi-
ciers et hom-
mes de pro-
fession.

606. Toute personne nommée à un office, à une charge ou à un emploi, tout maire, tout membre ou officier d'une corporation publique, ou toute personne admise à pratiquer comme avocat, notaire ou arpenteur, doit faire et souscrire, outre le serment d'office prescrit par la loi pour le parfait accomplissement des devoirs de sa charge et le fidèle exercice de sa profession, le serment d'allégeance suivant, savoir :

“ Je, A. B., jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté le roi Édouard VII, (*ou au souverain régnant pour le temps,*) ses hoirs et successeurs, selon la loi. Ainsi, que Dieu me soit en aide. ”

Serment d'al-
légeance
non requis
de nouveau.

Ces personnes ne sont pas obligé de prêter de nouveau serment d'allégeance dans le cas de décès du souverain. S. R. Q., 603 ; 1 Ed. VII, c. 9, s. 1.

607. La formule ci-dessus est celle du serment d'allégeance Formule du serment d'allégeance. qui est administré aux personnes qui, soit de leur propre mouvement, soit en conformité d'une réquisition légalement faite, ou en obéissance aux prescriptions d'un statut, veulent ou doivent prêter ce serment. S. R. Q., 604.

608. Les juges, les magistrats et toutes autres personnes Administration du serment. autorisées, soit en vertu de leurs charges soit par commission spéciale de la couronne à cet effet, peuvent administrer le serment d'allégeance. S. R. Q., 605.

SECTION V

DU CAUTIONNEMENT DES OFFICIERS PUBLICS

609. Toute personne nommée à une charge ou à un emploi Cautionnement des officiers des départements publics, etc. dans un département public du gouvernement, ou à une charge ou fonction de confiance, dans lesquels elle reçoit ou paye des deniers publics, doit fournir un cautionnement. S. R. Q., 606.

610. Les protonotaires de la Cour supérieure, les greffiers de Cautionnement des officiers de justice. la Cour de circuit, les shérifs, les coroners, les huissiers de la Cour supérieure et les registrateurs, sont également tenus de fournir un cautionnement. S. R. Q., 607.

611. Les officiers nommés en vertu des articles 3507 et Cautionnement. 7511 sont tenus de donner un cautionnement, si la chose leur est demandée, à la satisfaction du procureur général. S. R. Q., 607a ; 60 V., c. 37, s. 3.

612. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi exiger Cautionnement d'autres officiers. de tout autre officier ou employé public, ou de toute autre classe d'officiers ou d'employés publics, qu'ils fournissent un cautionnement. S. R. Q., 608.

613. Le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, fixe le Montant du cautionnement. montant du cautionnement et le délai pendant lequel il doit être consenti, s'ils ne sont pas déjà fixés par la loi.

Il peut également déclarer insuffisant tout cautionnement Insuffisance du cautionnement. déjà fourni et exiger qu'un autre cautionnement soit donné à sa place. S. R. Q., 609.

614. Le cautionnement donné par un officier ou un employé Raisons de l'obligation de donner cautionnement. public est une garantie de sa fidélité dans l'accomplissement de ses devoirs ; de la reddition de comptes et du paiement des deniers publics ou autres, placés entre ses mains ou sous son

contrôle, aux personnes qui sont autorisées à les recevoir ou qui y ont droit ; du parfait accomplissement, en toute circonstance, des obligations qui lui sont imposées ; et du paiement des dommages que la province, ou que toute personne pourrait souffrir par sa négligence, son inconduite ou sa malversation. S. R. Q., 610.

Espèces de cautionnement.

615. Ce cautionnement doit être un cautionnement par nantissement de deniers ou d'obligations (*debentures*) ou un cautionnement par police de garantie ; ou, à l'option du lieutenant-gouverneur en conseil, un cautionnement hypothécaire. S. R. Q., 611.

Cautionnement par nantissement.

616. Le cautionnement par nantissement consiste dans le dépôt fait par l'officier ou l'employé public, ou par toute caution pour lui, d'une somme d'argent égale au montant de la garantie, entre les mains du trésorier de la province, ou à son crédit dans une banque approuvée par lui ; ou dans le dépôt fait par l'officier ou l'employé public, ou par toute caution pour lui entre les mains du trésorier, d'obligations (*debentures*) approuvées par ce dernier et jusqu'à concurrence du montant requis, au taux fixé.

Cautionnement par police de garantie.

Le cautionnement par police de garantie consiste dans une police de garantie en faveur du trésorier de la province, émise par la société d'assurance européenne mentionnée dans la loi impériale, 22 Victoria, chapitre 25, ou par toute compagnie constituée en corporation et autorisée pour les mêmes objets, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Cautionnement hypothécaire.

Le cautionnement hypothécaire consiste dans une constitution d'hypothèque dûment enregistrée, consentie sur des biens-fonds de valeur suffisante, par l'officier ou l'employé public ou par toute caution pour lui, jusqu'à concurrence du montant requis, en faveur du trésorier de la province. S. R. Q., 612.

Communication du document qui crée le cautionnement.

617. Toute personne peut prendre communication du document qui constitue le cautionnement, au département du Trésor, en payant l'honoraire qui est fixé par arrêté en conseil. S. R. Q., 613.

Propriété des intérêts des deniers donnés en gage.

618. Dans le cas d'un cautionnement par nantissement, tous les intérêts provenant des deniers ou des obligations (*debentures*) donnés en gage, appartiennent et sont remis à la personne qui a fourni ce cautionnement, tant qu'il n'y a pas eu de violation d'icelui. S. R. Q., 614.

Insaisissabilité de ces deniers, etc.

619. Les deniers et les obligations (*debentures*) donnés en gage ne sont pas, pendant la durée du cautionnement, sujets à la saisie-arrêt, avant ou après jugement. S. R. Q., 615.

620. La caution d'un officier ou d'un employé public peut libérer les deniers ou obligations (*debentures*) par elle donnés en gage, ou les biens-fonds par elle hypothéqués, de toute obligation future résultant de son cautionnement, en donnant au trésorier de la province un avis préalable à cet effet d'au moins trois mois. S. R. Q., 616.

Libération de la caution après avis.

621. La prime de police de garantie, dans le cas d'officiers ou d'employés publics salariés par le gouvernement, est payée par le trésorier de la province, qui en prend le reçu et le dépose parmi les archives du département du Trésor.

Paiement de la prime dans le cas d'officiers salariés.

La somme ainsi payée par le trésorier pour chaque officier ou employé est retenue sur son traitement. S. R. Q., 617.

Retenue dans ce cas.

622. Dans le cas d'officiers ou d'employés publics non salariés par le gouvernement, chacun d'eux doit, dans le mois avant l'expiration de la garantie, transmettre au département du Trésor un reçu de renouvellement, ou une nouvelle police de garantie. S. R. Q., 618.

Renouvellement de la police.

623. Le cautionnement hypothécaire a l'effet d'une obligation principale jusqu'à concurrence du montant d'icelui, bien que la somme recouvrable par suite de la violation du cautionnement soit incertaine et indéterminée.

Effet du cautionnement hypothécaire.

Cette hypothèque prend rang à compter du jour où le cautionnement a été enregistré. S. R. Q., 619.

Son rang.

624. L'hypothèque ainsi constituée est radiée au moyen du certificat du procureur général, en conformité de l'article 2151 du Code civil. S. R. Q., 620.

Radiation de l'hypothèque.

625. Le trésorier de la province doit, de temps à autre, s'enquérir de la suffisance des cautionnements ; et si un cautionnement a cessé d'être suffisant, il doit en communiquer le fait au lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 621.

Rapport sur la suffisance des cautionnements.

626. Tout officier ou employé public qui néglige de fournir de continuer ou renouveler un cautionnement, lorsqu'il est tenu de le faire, est, par le fait même, déchu de sa charge ou de son emploi ; mais cette déchéance n'invalide pas les actes faits pendant qu'il occupait son office.

Déchéance d'emploi à défaut de cautionnement.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prolonger le délai pour fournir le cautionnement, s'il apparaît que ce délai est insuffisant par suite de circonstances particulières.

Prolongation des délais pour le fournir.

Il peut aussi, chaque fois que le défaut de fournir le cautionnement ne provient pas d'une négligence volontaire, remettre la peine de la déchéance et réintégrer l'officier ou employé ainsi déchu. S. R. Q., 622.

Levée de la déchéance.

Emploi du nom du trésorier dans les poursuites, non nécessaire.

627. Dans les documents faits, de même que dans les actions intentées en vertu de la présente section, il n'est pas nécessaire de se servir du nom personnel du trésorier de la province. S. R. Q., 623.

Valeur du certificat dans le cas de violation de cautionnement.

628. Dans les actions intentées pour le recouvrement d'une somme due en vertu d'un cautionnement à raison de la violation d'icelui, le certificat du trésorier de la province est une preuve de cette violation et de l'exigibilité du montant. S. R. Q., 624.

Effet du cautionnement.

629. Le cautionnement a effet en premier lieu et par préférence en faveur du trésorier de la province pour couvrir toute perte causée à la province par la violation d'icelui, et en second lieu, en faveur des personnes qui ont subi des pertes à raison de cette violation.

Recouvrement des pertes à même le cautionnement.

Ces personnes ayant préalablement obtenu l'autorisation du procureur général, peuvent, pour leur propre avantage, mais à leurs propres risques en ce qui concerne les frais, intenter une action au nom du trésorier de la province pour le recouvrement de leurs pertes à même ce cautionnement. S. R. Q., 625.

Cautionnement de la personne qui veut poursuivre.

630. L'autorisation mentionnée dans l'article 629 ne doit pas être accordée à moins que la personne qui en fait la demande ne fournisse un cautionnement à la satisfaction du procureur général, pour le paiement des frais recouvrables en cas d'insuccès dans le procès ou dans les procédures qui s'y rapportent. S. R. Q., 626.

Copie de l'acte de cautionnement pour poursuivre.

631. Sur paiement de l'honoraire qui est fixé par arrêté en conseil, toute personne munie de cette autorisation peut obtenir de l'assistant-trésorier de la province, une copie du document qui constitue le cautionnement sur lequel elle propose de baser son action.

Valeur de cette copie certifiée.

Cette copie, qui doit être certifiée par l'assistant-trésorier, est une preuve authentique du cautionnement. S. R. Q., 627.

Epoque de la remise des deniers ou du certificat de radiation.

632. Sauf pour les registrateurs, la remise des deniers ou des obligations (*debentures*) peut être faite, ou le certificat de radiation être accordé, dans le cours de l'année du décès, de la démission ou de la destitution de l'officier ou de l'employé public, et, dans le cas de la révocation du cautionnement, dans le cours de l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation, si le trésorier de la province est d'opinion qu'il n'y a pas eu violation du cautionnement. S. R. Q., 628.

Extinction du cautionnement d'un registrateur.

633. Si, dans les trois années du décès, de la démission ou de la destitution d'un registrateur, ou si, dans les trois années qui suivent les trois mois après l'avis de la révocation par sa cau-

tion, il n'apparaît pas que ce régistrateur se soit rendu coupable après cer- de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionne- tains délais.
ment fourni devient éteint.

Si, dans l'année du décès, de la démission ou de la destitu- Extinction
tion d'un officier ou employé public autre qu'un régistrateur, ou du caution-
si, dans l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révoca- nement d'au-
tion par la caution de cet officier ou de cet employé, il n'apparaît tres officiers
pas qu'il se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou publics après
de malversation, le cautionnement fourni devient également certains dé-
éteint. lais.

Dans les deux cas, les deniers ou les obligations (*debentures*) Remise des
donnés en gage sont ensuite remis, ou l'hypothèque radiée, deniers, etc.
suivant le cas.

Toutefois ces officiers et ces employés publics, ainsi que leurs Responsabi-
représentants légaux, restent responsables personnellement, lité de ces
conformément aux dispositions du Code civil, des dommages officiers, etc.
qui peuvent résulter de leur négligence, inconduite ou malver-
sation. S. R. Q., 629.

634. Les cautionnements qui doivent être fournis par les Montant des
officiers ci-après mentionnés, le sont pour les montants sui- cautionne-
vants, savoir : ments à four-
nir :

1. Par les protonotaires de la Cour supérieure des districts de Par protono-
Québec et de Montréal, quatre mille piastres chacun, et par taires ;
ceux des autres districts, deux mille piastres chacun ;

2. Par les greffiers de la Cour de circuit, six cents piastres Par greffiers ;
chacun ;

3. Par le shérif du district de Montréal, douze mille piastres ; Par shérifs ;
par celui du district de Québec, huit mille piastres ; par celui
du district des Trois-Rivières, quatre mille piastres ; et par les
shérifs des autres districts, deux mille piastres chacun ;

4. Par les coroners des districts de Québec et de Montréal, Par coroners ;
mille quatre cents piastres chacun ; par celui du district des
Trois-Rivières, quatre cents piastres ; par ceux des districts de
Saint-François et de Gaspé, deux cents piastres chacun ; par ceux
des districts d'Ottawa et de Kamouraska, la somme fixée par le
lieutenant-gouverneur en conseil ; et par ceux des autres dis-
tricts, la somme fixée aussi par le lieutenant-gouverneur en con-
seil, mais ne devant pas excéder celle fixée pour les districts
d'Ottawa et de Kamouraska ;

5. Par les huissiers de la Cour supérieure, quatre cents pias- Par huissiers.
tres chacun ;

6. Par les régistrateurs des divisions d'enregistrement de Par régistra-
Québec et de Montréal, et par celui de la division d'enregistre- teurs ;
ment des comtés de Hochelaga et de Jacques-Cartier, dix mille
piastres chacun ; par ceux des divisions d'enregistrement des

Trois-Rivières et de Sherbrooke, cinq mille piastres chacun ; et par ceux des autres divisions d'enregistrement, quatre mille piastres chacun ;

Parsurintendant de l'instruction publique.

7. Par le surintendant de l'instruction publique, huit mille piastres. S. R. Q., 630 ; 56 V., c. 12, s. 1.

Délais pour les fournir de la part des officiers de justice.

635. Les protonotaires de la Cour supérieure, les greffiers de la Cour de circuit, les shérifs, les coroners et les huissiers de la Cour supérieure, doivent fournir leur cautionnement dans l'espace de trois mois de la date de leur nomination et avant d'entrer en fonctions.

Idem de la part des registrateurs.

Les registrateurs doivent fournir leur cautionnement dans l'espace d'un mois de la date de leur nomination, s'ils sont alors dans la province ; et dans celui de trois mois, s'ils sont absents, à moins qu'ils n'arrivent avant l'expiration des deux premiers mois, et, dans ce cas, dans l'espace d'un mois après leur arrivée. S. R. Q., 631.

Pénalité contreshérifs pour ne pas les avoir fournis.

636. Tout shérif ou coroner qui agit comme tel en matières civiles, sans avoir préalablement fourni son cautionnement, ou sans l'avoir renouvelé, le cas échéant, encourt une pénalité n'excédant pas deux mille piastres, dont la moitié appartient à Sa Majesté pour les usages publics de la province, et l'autre moitié à celui qui, sous six mois après l'offense commise, en fait la poursuite. S. R. Q., 632.

Etat annuel des cautionnements fournis.

637. Le trésorier de la province doit produire, pour l'instruction de la Législature, dans les quinze jours après l'ouverture de chaque session, un état détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la présente section et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature. S. R. Q., 633.

SECTION VI

DE LA LIMITATION DES TRAITEMENTS

Maximum du traitement des officiers publics.

638. Nul officier ou employé public de la province ne doit recevoir un traitement plus élevé que trois mille piastres par année excepté dans les cas prévus par la loi S. R. Q., 634.

CHAPITRE SIXIÈME

DU SERVICE CIVIL

SECTION I

DE LA COMPOSITION DU SERVICE CIVIL

§ 1.—*Dispositions générales*

639. Les membres du service civil sont les sous-chefs, les ^{Composition} commis et les messagers employés en permanence au siège du ^{du service} gouvernement dans les départements, et les officiers spéciaux ^{civil.} qui y sont pareillement employés, si pour ces derniers le lieutenant-gouverneur en conseil le prescrit. S. R. Q., 635.

§ 2.—*Des sous-chefs*

640. Les sous-ministres sont :

Sous-ministres.

1. Le greffier du Conseil exécutif ;
 2. L'assistant-procureur général ;
 3. Le sous-secrétaire de la province ;
 4. L'assistant-trésorier de la province ;
 5. L'auditeur de la province ;
 6. Le sous-ministre des terres et forêts ;
 7. Le sous-ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries ;
 8. Le sous-ministre de l'agriculture ;
 9. Le sous-ministre des travaux publics et du travail ;
 10. Les secrétaires du département de l'Instruction publique.
- S. R. Q., 636; 5 Ed. VII, c. 12, s. 5.

641. Lorsqu'il y a deux sous-chefs dans le même départe-^{Sous-chefs} ment, ils sont désignés sous le nom de sous-chefs conjoints, ou ^{conjoints.} de premier et second sous-chef, selon le cas. S. R. Q., 637.

642. Chaque sous-chef reçoit un traitement de deux mille ^{Traitement} piastres pour la première année qui suit sa nomination, et il ^{des sous-} peut recevoir une augmentation annuelle de cent piastres ^{chefs.} jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre maximum. S. R. Q., 638.

643. Le maximum du traitement des sous-chefs est de deux ^{Maximum} mille quatre cents piastres par année, à l'exception de celui de ^{du traite-} l'assistant-procureur général dont le traitement peut être ^{ment des} porté, par le lieutenant-gouverneur en conseil, jusqu'à trois ^{sous-chefs.} mille piastres par année. S. R. Q., 639 ; 54 V., c. 11, s. 1.

§ 3.—*Des commis*Classes des
commis.

644. Les commis sont divisés en cinq classes, dénommées comme suit : première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième. S. R. Q., 640.

Assignation
de la classe
d'un commis.
Son traite-
ment.

645. Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, narrant une personne à une charge de commis, doit assigner à cette personne l'une des cinq classes ; et le traitement de ce commis est fixé d'après la classe qui lui est ainsi assignée, conformément aux dispositions suivantes. S. R. Q., 641.

Traitement
d'un commis
de 5ème
classe.

646. Un commis de cinquième classe reçoit un traitement de **six** cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à huit cents piastres par année. S. R. Q., 642.

Traitement
d'un commis
de 4ème
classe.

647. Un commis de quatrième classe reçoit un traitement de **huit** cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à mille piastres par année. S. R. Q., 643.

Traitement
d'un commis
de 3ème
classe.

648. Un commis de troisième classe reçoit un traitement de **mille** piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à douze cents piastres par année. S. R. Q., 644.

Traitement
d'un commis
de 2ème
classe.

649. Un commis de deuxième classe reçoit un traitement de **douze** cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à quatorze cents piastres par année. S. R. Q., 645.

Traitement
d'un commis
de 1ère
classe.

650. Un commis de première classe reçoit un traitement de **quatorze** cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à seize cents piastres par année. S. R. Q., 646.

Conditions
requises pour
l'augmenta-
tion de trai-
tement.

651. Aucun commis ne peut recevoir d'augmentation de traitement, à moins d'avoir servi une année entière, dans la classe qui lui a été assignée, et d'avoir un certificat du sous-chef du département où il a ainsi servi, attestant sa bonne conduite et l'efficacité de son service. S. R. Q., 647.

652. Un commis ne peut être promu à une classe supérieure Conditions qu'après avoir fait quatre années de service dans la classe qu'il requises pour occupe, à moins que, pour des raisons spéciales, le lieutenant-gouverneur en conseil n'en ordonne autrement. S. R. Q., 648. promotions.

653. Dans le cas de promotion d'une classe à une autre, Date du l'augmentation du traitement, s'il y a lieu, n'est payable qu'à paiement du dater du premier du mois qui suit la date de la promotion. S. augmenté. R. Q., 649.

§ 4.—Des officiers spéciaux

654. Si les affaires d'un département exigent qu'un employé Nomination possède des connaissances professionnelles, scientifiques ou d'officiers techniques spéciales, toute personne qui possède ces connais- spéciaux. sances peut être nommée, pour être employée à ce département, à titre d'officier spécial, avec les appointements jugés convenables.

Les officiers spéciaux ne sont rangés dans aucune des classes Leur rang. de commis. S. R. Q., 650.

§ 5.—Des secrétaires particuliers

655. Toute personne qui possède les qualités requises, peut Nomination être nommée secrétaire particulier du chef d'un département, à des secré- titre d'employé temporaire, et reçoit un traitement qui ne peut taires des excéder mille piastres par année. chefs de dé- partement.

Un commis permanent du service civil peut aussi être nommé Si c'est un à cette charge, mais en la remplissant il ne reçoit aucune alloca- commis per- tion en sus de son traitement. S. R. Q., 651. manent qui est nommé.

§ 6.—Des employés surnuméraires

656. Lorsque, par suite d'un surcroît temporaire d'ouvrage Employés ou pour toute autre cause, il devient nécessaire de se procurer surnuméraires l'aide d'employés surnuméraires dans un département, les per- dans les sonnes dont il est besoin, peuvent, à la demande du sous-chef, départe- être employées temporairement. S. R. Q., 652. ments.

657. Le taux de la rémunération pour ce service temporaire Leur traite- ne doit pas dépasser le minimum du traitement d'un commis de ment. cinquième classe, à moins que l'ouvrage à faire ne soit d'une nature technique ou n'exige des connaissances spéciales. S. R. Q., 653.

§ 7.—Des messagers

658. Lorsqu'un messenger entre au service d'un départe- Traitement ment, il reçoit le traitement que fixe le lieutenant-gouverneur des messa- gers.

en conseil, lequel ne doit pas excéder quatre cents piastres pour la première année.

Leur aug-
mentation. Il peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de quarante piastres jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre de six cents piastres. S. R. Q., 654.

§ 8.—Des allocations additionnelles

Allocations
sujettes à un
arrêté en
conseil. **659.** Il ne doit être payé à aucune personne employée dans le service civil aucune rémunération en sus du traitement régulier attaché à ses fonctions, si ce n'est au moyen d'un arrêté en conseil dans lequel doit être mentionné le nom de la personne devant recevoir la rémunération, ainsi que le service pour lequel cette rémunération est allouée. S. R. Q., 654a ; 9 Ed. VII, c. 14, s. 1.

§ 9.—Du bureau du service civil

Constitution
d'un bureau
d'examina-
teurs. **660.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, parmi les sous-chefs, pas moins de cinq d'entre eux, qui forment un bureau d'examineurs pour le service civil, appelé " Bureau du service civil ". S. R. Q., 655, 662.

Président de
ce bureau. **661.** Le plus ancien par la date de sa commission, ou par la date d'une autre commission du même rang ou d'un rang supérieur, obtenue antérieurement à sa charge actuelle, ou en cas d'égalité sous ce rapport, le plus âgé des deux officiers dont la commission est de la même date, préside le bureau d'examineurs. S. R. Q., 656.

Devoirs du
bureau.
Règlements. **662.** Il est du devoir du bureau d'examineurs :

1. De faire des règlements relatifs aux qualités que doivent posséder les aspirants aux emplois de commis ou de messenger dans le service civil, et aussi aux examens à subir pour les cinq classes de commis et pour les emplois de messagers, lesquels règlements sont sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ;

Examen des
aspirants. 2. D'examiner les aspirants qui se présentent, en conformité des règlements du bureau ou d'autres règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil ;

Registre des
aspirants. 3. De tenir un registre des aspirants à l'examen, lequel doit indiquer le nom, l'âge, le lieu de la naissance et la résidence de chaque aspirant, et le résultat de son examen, mentionnant la branche particulière du service civil, s'il en est, pour laquelle l'aspirant qui a subi son examen, peut, dans l'opinion des examineurs, avoir manifesté une aptitude spéciale ;

Octroi des
certificats
aux aspi-
rants. 4. D'accorder des certificats de capacité aux aspirants dont l'examen, quant à leur aptitude, et les certificats, quant à leur caractère moral, ont été trouvés satisfaisants ;

5. De faire transmettre au greffier du Conseil exécutif, avec Rapport au Conseil exécutif, toute la diligence convenable, copie des minutes de chaque délibération du bureau, certifiée par le président. S. R. Q., 657.

663. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les jours et le Date et lieu lieu où se tiennent les séances du bureau d'examineurs pour des séances les examens, et il en est donné avis dans la *Gazette officielle de* du bureau. Québec. S. R. Q., 658.

664. Tout candidat doit transmettre au moins huit jours Devoirs des d'avance, une demande d'admission à l'examen. candidats.

Les candidats sont examinés dans l'ordre de la réception de Mode de des leur demande. examiner.

Ceux qui sont porteurs d'un diplôme d'une des universités Porteurs de légalement constituées ou d'une des écoles normales de la pro- diplômes. vince, ont préséance sur les autres candidats. S. R. Q., 659.

665. Le bureau d'examineurs accorde des certificats cor-Certificats. respondant aux cinq classes de commis. S. R. Q., 660.

666. Le bureau d'examineurs est aussi un conseil de dis-Bureau cons- cipline pour le service civil, et peut faire rapport au secrétaire titué conseil de la province de projets de règlements pour la régie intérieure de discipline. des départements.

Le secrétaire de la province soumet, s'il le juge à propos, ces Approbation projets de règlements à l'approbation du lieutenant-gouver- des règle- neur en conseil, et, lorsqu'ils sont adoptés, ils ont force de loi. ments faits à S. R. Q., 661. cette fin.

667. Lorsque le bureau du service civil reçoit copie d'un Enquête sur arrêté en conseil lui enjoignant de s'enquérir de la conduite la conduite d'un employé du service civil, il doit s'enquérir de la conduite des em- de cet employé et des plaintes qui ont été portées contre lui. ployés.

Le bureau a le pouvoir d'interroger des témoins, et de nom- Pouvoir du mer un ou plusieurs commissaires pour examiner les employés bureau à et les témoins. cette fin.

Une enquête, en cas d'urgence, peut avoir lieu sur un ordre de Enquête en renvoi du membre du Conseil exécutif qui préside le départe- cas d'ur- ment dont l'employé fait partie. S. R. Q., 663. gence.

668. Il est alloué, de temps à autre, par le lieutenant-gou- Allocations verneur en conseil, une somme suffisante pour les dépenses con- au bureau. tingentes du bureau du service civil, et le président du bureau doit en rendre compte au trésorier de la province. S. R. Q., 664.

§ 10.—*Dispositions diverses*

Règles pour
l'administra-
tion des dé-
partements

669. Le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, peut réglementer la régie, la direction et l'administration des départements et peut, au besoin, y créer des charges et des emplois ; il peut aussi fixer, de temps à autre, le nombre d'employés permanents nécessaires pour les fins du service public dans les départements. S. R. Q., 665.

Enquête sur
la conduite
des employés
ou sur l'ad-
ministration
d'un départe-
ment.
Pouvoir d'in-
terroger les
témoins.

670. Il est loisible au chef d'un département de faire lui-même, ou d'autoriser par écrit un ou trois des sous-chefs de département à faire, à sa place, une enquête sur la conduite d'un employé sous son contrôle, ou sur quelque affaire se rattachant à l'administration ou gestion de son département.

Il a, de même que la ou les personnes ainsi commises, le pouvoir d'interroger des témoins sous serment ou affirmation, suivant le cas. S. R. Q., 665a ; 59 V., c. 12, s. 1.

Certains offi-
ciers nom-
més sans
examen.

671. Les sous-chefs, les officiers spéciaux, les employés temporaires et surnuméraires, et ceux qui, après avoir fait un cours complet d'études dans une université ou un collège canadiens, et obtenu leurs degrés en loi, en médecine, dans les arts ou en génie civil, ont exercé, pendant cinq ans, la profession d'avocat, de notaire, de médecin ou d'arpenteur-géomètre, dans cette province, peuvent être nommés sans examen préliminaire.

Certificat
requis dans
certains cas.

Nul ne peut être nommé commis ni messenger permanent, s'il n'est porteur d'un certificat correspondant à la classe d'emploi qu'il est appelé à occuper ou à une classe supérieure. S. R. Q., 666 ; 55-56 V., c. 7, s. 1.

Nomination
des sous-
chefs, etc.

672. Les sous-chefs, les commis permanents, les officiers spéciaux et les messagers en permanence, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Promotion
des commis.

La promotion des commis se fait sur le rapport du sous-chef, approuvé par le chef du département, et l'augmentation du traitement des commis et des messagers se fait de la même manière.

Nomination
des secré-
taires privés,
etc.

Les secrétaires particuliers et les employés surnuméraires sont nommés par le chef du département. S. R. Q., 667.

Serment
d'office des
sous-chefs,
etc.

673. 1. Les sous-chefs des départements et les employés du service civil, avant d'entrer en fonction, prêtent le serment d'allégeance ainsi que celui contenu dans la cédule A du présent article.

Des secré-
taires privés,
etc.

Les mêmes serments peuvent être exigés des secrétaires particuliers et des employés surnuméraires par le chef du département.

2. Outre les serments ci-dessus mentionnés, le greffier du Conseil exécutif et ses employés, ainsi que tout autre sous-chef ou employé, lorsqu'ils en sont requis par le lieutenant-gouverneur en conseil, prêtent celui contenu dans la cédule B du présent article.

3. Ces serments sont prêtés par le greffier du Conseil exécutif devant le lieutenant-gouverneur ou devant une personne autorisée à cet effet ; et ils sont prêtés par les autres sous-chefs et par les employés devant le greffier du Conseil exécutif.

4. Un registre de ces serments est tenu par le greffier du Conseil exécutif.

Autres serments par certains employés.

Personnes qui peuvent les faire prêter.

Registre de ces serments.

CÉDULE A

FORMULE DU SERMENT D'OFFICE

"Je, A. B., jure que je remplirai les devoirs de ma charge de avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement, ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi, que Dieu me soit en aide."

CÉDULE B

FORMULE DU SERMENT DE DISCRÉTION

"Je, A. B., jure de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de mon emploi. Ainsi, que Dieu me soit en aide."

S. R. Q., 668.

674. Un sous-chef ou un employé qui contrevient à ces serments est immédiatement destitué. S. R. Q., 669.

Contravention à ces serments.

675. Le sous-chef de chaque département surveille et dirige les employés de son département.

Devoirs du sous-chef.

Il est chargé du contrôle général des affaires qui s'y traitent, sous la direction du chef, et exerce les autres pouvoirs et devoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

En l'absence du chef, il peut suspendre tout employé du département qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont la conduite est jugée par lui répréhensible ; il doit en faire rapport au chef du département. S. R. Q., 670.

Son droit de suspendre un employé.

Remplacement des sous-chefs absents.

676. Le chef du département peut charger un commis de première classe, ou un officier spécial de son département, de remplir les devoirs du sous-chef en l'absence de ce dernier ; et, pendant tout le temps que ce commis ou cet officier remplit ces devoirs, il a tous les pouvoirs du sous-chef absent. S. R. Q., 671.

Emploi d'officiers d'autres départements.

677. Sujet aux dispositions de l'article 817, lorsque les employés d'un département ne peuvent expédier, avec toute la diligence requise pour le service public, la besogne qui leur est confiée, et que de l'aide peut être obtenue de la part d'employés d'autres départements, le sous-chef de ce département peut s'entendre avec les sous-chefs de ces autres départements pour avoir temporairement les services du nombre d'employés nécessaires ; et ces employés doivent fournir leurs services sans augmentation de traitement. S. R. Q., 672.

Rapport mensuel des sous-chefs.

678. Tous les mois, le sous-chef de chaque département est tenu de faire, au chef du département, un rapport exact de la régularité et de l'efficacité du service de tous les employés sous son contrôle. S. R. Q., 673.

Fonds à même lequel est pris le paiement des officiers etc.

679. Le paiement du traitement des membres permanents du service civil et des secrétaires particuliers, ainsi que des dépenses contingentes du bureau du service civil, est fait sur le fonds consolidé du revenu.

Paiement des surnuméraires.

La rémunération des employés surnuméraires est payée sur les fonds votés par la Législature pour le paiement des dépenses contingentes des départements où ils sont employés. S. R. Q., 674.

Rapport à la Législature.

680. Dans les premiers quinze jours de chaque session de la Législature, il doit être soumis à l'Assemblée législative un rapport de toutes les nominations et promotions faites dans le service civil depuis la session précédente, ainsi que copie des arrêtés en conseil concernant ces nominations et promotions. S. R. Q., 675.

SECTION II

DE LA PENSION DES OFFICIERS PUBLICS

§ 1.—Du montant de la pension de ces officiers

Pension des officiers en retraite.

681. Sujet aux dispositions du paragraphe cinquième de la présente section concernant les membres du service civil nommés entre le premier janvier 1893 et le vingt-neuf mai 1909, il est accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil une pension annuelle à tout membre permanent du service civil, qui a servi comme tel durant l'espace de dix années ou plus et qui a atteint l'âge de soixante ans révolus, ou qui est incapable de remplir ses devoirs ordinaires par suite d'infirmités physiques

ou mentales, si ces infirmités ne sont pas le résultat d'une conduite mauvaise. S. R. Q., 676 ; 9 Ed. VII, c. 15, s. 1.

682. Cette pension est calculée d'après le nombre total des années de service de l'officier ou de l'employé public, et d'après la moyenne de son traitement, pendant les trois années qui ont précédé immédiatement sa retraite, en la manière suivante, savoir :

Pour dix ans de service, dix cinquantièmes de cette moyenne 10 ans.
de traitement ;

Pour onze ans, onze cinquantièmes ; 11 ans.

Pour douze ans, douze cinquantièmes, et ainsi de suite, en ajoutant un cinquantième de cette moyenne de traitement, pour chaque année additionnelle de service, jusqu'à trente-cinq cinquantièmes inclusivement. S. R. Q., 677. 12 ans.

683. Sauf les dispositions de l'article 684, aucune allocation additionnelle ne peut être accordée pour plus de trente-cinq années de service. Limitation de la pension.

Les interruptions survenues pendant la durée du service ne sont pas comprises dans le nombre d'années qui donne droit à la pension. S. R. Q., 678 ; 53 V., c. 15, s. 2. Interruption du service.

684. Lorsqu'une personne est entrée dans le service civil après l'âge de trente ans et que la raison déterminante de son entrée est qu'elle avait acquis, pour l'emploi qu'elle a reçu, des connaissances spéciales, dans l'exercice de sa profession, les- quelles connaissances ne s'acquièrent pas ordinairement dans le service civil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ajouter au nombre effectif d'années de service de cette personne, tel autre nombre d'années n'excédant pas dix ans qu'il paraît juste de lui accorder pour les raisons énoncées dans l'arrêté en conseil rendu à son égard. Nombre d'années ajouté à celui du service actif, en faveur de certains officiers publics.

Ce nombre d'années additionnelles est réputé faire partie de la durée de service sur laquelle doit se calculer la pension de retraite de cette personne. Pension dans ce cas.

Cette augmentation de pension est payée à même le fonds consolidé du revenu. Paiement de l'augmentation.

En tout tel cas, l'arrêté en conseil doit être déposé devant la Législature pendant la session alors en cours ou à la session alors prochaine. Dépôt de l'arrêté en conseil.

Le mot " profession " s'entend de tout état ou condition à laquelle on est parvenu par des connaissances spéciales et techniques. Définition du mot " profession."

Ces années additionnelles peuvent aussi être accordées, sur recommandation du chef d'un département, à un commis remplissant les fonctions de chef de branche, ou à un commis de première classe, à la seule condition qu'il soit entré dans le service après l'âge de trente ans. Nombre d'années ajouté en faveur de certains officiers.

Services dont
il peut être
tenu compte
pour la pen-
sion.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut permettre à un membre du service civil, demandant une pension après dix années de service comme tel, d'ajouter ses années de service comme clerc surnuméraire ou comme secrétaire particulier au Conseil législatif, à l'Assemblée législative ou dans l'un des départements, à ses années de service comme tel. S. R. Q., 678a ; 53 V., c. 15, s. 1 ; 59 V., c. 13, s. 1 ; 3 Ed. VII, c. 12, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 10, s. 1 ; 9 Ed. VII, c. 15, s. 5.

Enquête pré-
alable à la
mise à la re-
traite.

685. 1. La mise à la retraite d'un membre du service civil doit être précédée d'une enquête faite sous serment par le bureau de la trésorerie, pour s'assurer :

a. Si la personne dont on propose la retraite y est admissible aux termes de la présente section ; et

b. Si la mise à la retraite doit être avantageuse au service, et conséquemment est dans l'intérêt public ; ou

c. Si elle est devenue nécessaire par suite de l'infirmité mentale ou physique de l'employé.

2. Aucun membre du service civil ne doit être mis à la retraite, à moins que le bureau de la trésorerie n'ait fait rapport qu'il peut y être admis aux termes de la présente section, et que sa mise à la retraite est dans l'intérêt public.

3. Le serment peut être administré par un des membres du bureau de la trésorerie. S. R. Q., 678b ; 53 V., c. 15, s. 1 ; 59 V., c. 13, s. 2.

Application
des articles
684 et 685.

686. Ceux-là seuls qui ont été dans le service civil pendant dix ans peuvent bénéficier des articles 684 et 685. S. R. Q., 678c ; 59 V., c. 13, s. 3.

Diminution
de la pension
dans certains
cas.

687. Si le rapport du chef du département auquel appartient un officier ou un employé public qui doit être mis à la retraite, démontre que les services de cet employé n'ont pas été satisfaisants pour autres causes que l'âge ou la santé, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui accorder une pension moindre que celle que la loi lui accorde. S. R. Q., 679.

Services
avant l'U-
nion.

688. Le temps qu'un officier ou un employé public peut avoir servi avant l'Union, comme titulaire permanent et salarié d'une charge qui donne droit à une pension, en vertu de la présente section, est compté. S. R. Q., 680.

Employés
assimilés
pour la même
fin.

689. La même pension est accordée, aux mêmes conditions, au greffier du Conseil législatif, au greffier de l'Assemblée législative et à tous les officiers, commis et messagers permanents du Conseil législatif et de l'Assemblée législative ; au greffier de la couronne en chancellerie ; aux officiers permanents de la bibliothèque de la Législature, et au greffier en loi de la Législa-

ture, ainsi qu'à ses employés et messagers permanents. S. R. Q., 681.

690. Chaque année, il est fait, sur le traitement de tout officier ou employé public auquel s'applique la présente section, une retenue de cinq pour cent pour les trois premières années, et de trois pour cent pour les années suivantes de son service. Retenue annuelle sur les traitements.

Cette retenue est versée mensuellement au fonds consolidé du revenu. S. R. Q., 682. Versement de la retenue.

§ 2.—De la pension des veuves et des enfants des officiers

691. A partir du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un officier ou d'un employé public, la moitié de la pension que le défunt recevait, ou qu'il aurait été en droit de recevoir s'il avait été mis à sa retraite, est payée à sa veuve sa vie durant et pendant viduité. Pension de la veuve de l'officier.

Si la femme d'un officier ou d'un employé public meurt avant lui, ou si, lui ayant survécu, elle meurt ou contracte un nouveau mariage, cette demi-pension est payée à ceux des enfants de cet officier ou de cet employé qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans et jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge. Pension des enfants.

Cette demi-pension doit être payée par versements mensuels, et doit courir jusqu'au premier du mois qui suit la date du mariage ou du décès de la veuve, ou la date à laquelle les enfants du défunt ont atteint l'âge de dix-huit ans. S. R. Q., 683. Mode de paiement.

§ 3.—Du paiement des pensions

692. Nul officier ou employé public n'a droit au montant entier de sa pension avant d'avoir subi la retenue pendant quinze ans ; et si la pension devient payable avant l'expiration de cette période, une somme égale à la retenue qui aurait été faite sur le traitement de l'officier ou de l'employé, s'il était resté au service, est retranchée, chaque mois, du montant de sa pension, jusqu'à ce que les quinze années de retenue soient révolues. S. R. Q., 684. Nombre d'années de contribution requis.

693. La pension de tout officier ou employé public en retraite est payée, sa vie durant, par le trésorier de la province, par versements mensuels, mais non d'avance. Durée du paiement de la pension.

Advenant le décès de l'officier ou de l'employé, sa pension court jusqu'au premier jour du mois suivant, et sa veuve, ou, à son défaut, ses héritiers, ont droit de recevoir le versement mensuel qui est alors exigible. S. R. Q., 685. Pension du mois du décès de l'officier.

694. Il n'est payé aucune pension ou demi-pension aux personnes résidant hors des limites de la province, à moins que, pour des raisons spéciales, le lieutenant-gouverneur en conseil n'en ordonne autrement. S. R. Q., 686. Résidence des pensionnaires.

§ 4.—*Dispositions diverses*

Fonds à même lequel les pensions sont payées. **695.** Le paiement des pensions et des remboursements est fait sur le fonds consolidé du revenu. S. R. Q., 687.

Remise de la contribution dans le cas d'ab. volon. **696.** Si un officier ou un employé public abandonne volontairement le service, ou si sa charge est abolie, les sommes qui ont été retenues sur son traitement et versées dans le fonds consolidé du revenu lui sont immédiatement remises, sans intérêt.

Dans le cas d'infirmité. Si un officier ou un employé public est contraint par quelque infirmité physique ou mentale de quitter le service civil avant le temps auquel une pension aurait pu lui être accordée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont remises immédiatement, ou s'il meurt avant ce temps, les sommes ainsi retenues sont remises à sa femme et, à défaut de femme, à ses enfants.

S'il y a destitution. Il n'est fait aucun remboursement à un officier ou à un employé public qui est destitué. S. R. Q., 688.

Retraite obligatoire. **697.** La retraite est obligatoire pour tout officier ou employé public à qui la pension est offerte ; et cette offre ne peut en aucune manière être considérée comme comportant la censure. S. R. Q., 689.

Insaisissabilité de la pension. **698.** La pension et la demi-pension sont incessibles et insaisissables. S. R. Q., 690.

Offre d'emploi aux pensionnaires. **699.** Tout officier ou employé public mis à la retraite pour cause d'infirmités physiques ou mentales, âgé de moins de soixante ans, qui devient en état de rendre ses services, peut être appelé à remplir tout emploi public que ses services antérieurs l'ont rendu apte à exercer, et qui n'est pas inférieur, sous le rapport du rang et des émoluments, à celui qu'il a quitté, pourvu que l'exercice de cet emploi lui permette de résider soit au siège du gouvernement, soit dans le district qu'il a habité en dernier lieu.

Suspension de la pension. Pendant qu'il occupe ainsi cet emploi, le paiement de sa pension est suspendu.

Effet du refus de servir. Si cet officier ou cet employé public refuse ou néglige de remplir les devoirs de l'emploi ainsi offert, il perd par le fait, ainsi que sa veuve et ses enfants, tout droit ultérieur à une pension ou demi-pension. S. R. Q., 691.

§ 5.—*Dispositions spéciales relatives aux officiers nommés entre le 1er janvier 1893 et le 29 mai 1909*

Certains fonctionnaires régis par **700.** Les membres du service civil nommés entre le 1er janvier 1893 et le 29 mai 1909, s'ils étaient encore en fonction à

cette dernière date, sont régis par la présente section s'ils ont ce paragraphe.
donné au trésorier de la province, l'avis mentionné dans la loi 9 Edouard VII, chapitre 15, section 2. 9 Ed. VII, c. 15, s. 2. Avis.

701. Si la personne qui a donné l'avis mentionné dans l'article 700 y a déclaré qu'elle désirait que cette période commençât à courir de la date de sa nomination, cette période ne doit commencer tout de même à courir que du 29 mai 1909, à moins que, dans les dix années subséquentes, cette personne ne paye, mensuellement ou annuellement, à son choix, au trésorier de la province, avec intérêt capitalisé chaque année, une somme égale au total des retenues qui auraient été faites sur son traitement si la loi 56 Victoria, chapitre 13, n'avait pas été passée. 9 Ed. VII, c. 15, s. 3. Paiement de certaines retenues.

702. Si un officier ou employé public, auquel s'applique l'article 701 meurt, ou s'il est mis à la retraite avec pension, avant que la somme mentionnée dans le dit article soit intégralement payée en principal et intérêt, cet officier ou employé public, ou sa veuve, ou ses enfants, selon le cas, ont droit à cette pension comme ils y auraient eu droit si ce paiement avait été fait intégralement; mais la balance de la somme restant due à l'époque du décès ou de la retraite, et l'intérêt sur icelle, sont retenus sur la pension mensuelle payable en ce cas, par tels montants que peut fixer le lieutenant-gouverneur en conseil. 9 Ed. VII, c. 15, s. 4. Paiement des retenues en cas de décès ou de mise à la retraite d'un fonctionnaire.

SECTION III

DE LA SAISSABILITE DU TRAITEMENT DES OFFICIERS PUBLICS

703. Dans le cas de saisie du traitement des officiers publics, une copie du bref de saisie-arrêt est signifiée et laissée entre les mains du chef ou du sous-chef du département ou du bureau dans lequel l'officier ou l'employé public rend ses services et est payé. S. R. Q., 694. Signification du bref.

704. Le chef ou le sous-chef du département ou du bureau dans lequel le traitement ainsi saisi est payé, au lieu de faire une déclaration sous serment, fait un rapport au tribunal, sous sa signature, constatant le montant du traitement dû lors de la signification du bref de saisie-arrêt et celui du traitement à échoir chaque mois, si cet officier ou employé public continue son service dans les mêmes conditions. S. R. Q., 695. Rapport du chef ou sous-chef du département.

705. Il est néanmoins loisible à tout créancier d'un officier ou employé public, avant d'intenter une poursuite ou de faire émettre un bref de saisie-arrêt, de produire un état sous serment de sa créance, ou une copie de jugement, au département ou au Production d'un état par le créancier au département.

bureau dans lequel cet officier ou employé public reçoit son traitement.

Païement s'il y a entente avec l'officier.

Si l'officier ou l'employé public reconnaît devoir la somme réclamée et en autorise, par écrit, le paiement sur la partie saisissable de son traitement, le chef ou le sous-chef de ce département ou de ce bureau, paye le créancier conformément à l'autorisation, à chaque époque de paiement du traitement.

Païement des créanciers concurremment.

Si plusieurs créanciers se présentent en même temps, ils sont payés concurremment en proportion de leurs créances respectives. S. R. Q., 696.

C. P. C., 599 § 9. sauvegardé.

706. Rien dans l'article 705 ne peut avoir l'effet d'empêcher la saisie de la partie saisissable du traitement en vertu du paragraphe 9 de l'article 599 du Code de procédure civile ; et, au cas d'une telle saisie, l'autorisation donnée en vertu de l'article 705, devient nulle et sans effet. S. R. Q., 697.